

# NATIONS ET NATIONALISMES DANS L'EUROPE POST-COMMUNISTE

## RÉSUMÉS DES INTERVENTIONS

### *Les minorités nationales*

#### **Anne Bazin. Une identité entre deux Etats : les Allemands des Sudètes.**

Cette étude part de l'analyse de la construction identitaire sudète aujourd'hui, telle qu'elle est proposée / imposée par la *Sudentendeutsche Landsmannschaft*. Elle pose une double question qui, au delà du groupe sudète, interroge à la fois l'identité tchèque et la construction européenne : celle du rapport au territoire et de l'écriture d'une histoire commune des Pays tchèques. A l'heure où l'Allemagne s'interroge sur une réforme de son code de la nationalité, où les Tchèques se retrouvent « seuls » dans un Etat tchèque, à la veille de l'élargissement de l'Union européenne, cette question prend un sens nouveau, où il convient de réfléchir à l'importance de l'Autre, ou de son absence justement, dans le processus de définition d'une identité nationale.

#### **Diane Masson. La minorité hongroise de Voïvodine dans le jeu politique de la République Fédérale de Yougoslavie.**

La Voïvodine, province serbe comprenant 16,9% de Hongrois, voit en 1990 l'émergence d'un parti représentant de cette minorité nationale, l'Union démocratique des Hongrois de Voïvodine (DZVM). A partir de 1994, une scission survient au sein du DZVM, ouvrant la voie à la création d'autres partis. Faut-il y voir une approche différente des intérêts de la minorité hongroise, ou bien d'autres facteurs de caractères plus stratégiques sont-ils à prendre en considération ? Ces thèmes feront l'objet de notre étude, ainsi que les relations des partis hongrois de la province avec le pouvoir en place de Budapest - soucieux du sort des magyars vivant hors des frontières de l'Etat hongrois - et les partis politiques serbes.

#### **Alexandre Bouchez. Le nationalisme albanais en ex-Yougoslavie.**

En 1910 comme en 1990, les Albanais n'avaient pas souhaité la disparition des Etats plurinationaux que constituaient l'Empire ottoman et la Fédération yougoslave. Cependant, la proclamation de l'indépendance de la République du Kosovo le 2 juillet 1990 traduisait la volonté des Albanais de ne pas rester dans une Yougoslavie réduite à la seule nation serbe. Quant aux Albanais demeurant dans la nouvelle République de Macédoine, ils ont pu hésiter un instant entre un soutien total à leurs frères du Kosovo et la préservation du nouvel Etat macédonien. La nécessité de conserver un îlot de paix dans la région l'a finalement emporté. Mais face aux revendications du Parti démocratique albanais en faveur d'une décentralisation et d'une modification d'une constitution jugée trop favorable aux Slavo-macédoniens, le gouvernement ex-communiste s'est crispé.

#### **Thornike Gordadze. De la politisation des différences culturelles à la sécession. Le cas des Abkhazes en Géorgie.**

Dans cet article, nous essayons de dégager le processus socio-historique de la construction de l'identité abkhaze et sa transformation en mouvement sécessionniste à partir des années 1960. Ce phénomène ne peut être expliqué par l'irréductibilité du fait ethnique, que les acteurs et commentateurs politiques tendent à réifier. Au contraire, il est à analyser en interaction avec le mouvement national(iste) géorgien, qui depuis la seconde moitié du XIXe siècle tente d'effectuer un travail d'homogénéisation culturelle sur le territoire qu'il estime « historiquement légitime ». Enfin, nous soulignons le rôle de l'Etat colonial tsariste et de l'Etat soviétique dans la classification et la cristallisation des identités ethno-nationales. Objectivée, cette donnée entre en conflit ouvert avec les tentatives de la Géorgie indépendante de construire un Etat national centralisé.

**Taline Ter Minassian. Le Comité Karabagh et l'émergence d'une élite nationale en Arménie à la fin des années 1980.**

Dix ans après l'émergence des revendications arméniennes sur le Haut-Karabagh -région autonome enclavée en Azerbaïdjan où les Arméniens en situation de minorité politique représentaient 80% de la population- il paraît nécessaire de revenir aux sources d'un mouvement irrédentiste. Dans une approche relevant des méthodes de l'histoire immédiate, nous évoquons l'émergence du mouvement en faveur du rattachement du Karabagh à l'Arménie, en montrant comment, à partir des dernières années de la perestroïka, cette revendication a pu constituer une nouvelle source de légitimité politique en Arménie. En Arménie, le mouvement en faveur du rattachement du Karabagh s'est articulé sur un programme de revendications culturelles, démocratiques puis nationales. Il donne naissance à une « contre-élite » qui devient rapidement un véritable contre-pouvoir : le Comité Karabagh. Celui-ci constitue l'objet central de cette étude. Ce groupe de jeunes intellectuels - scientifiques, historiens médiévistes, philologues, ethnologues- a fourni les éléments de l'élite politique qui à partir de l'indépendance en 1991, est au pouvoir.

**Susan Stewart. La politique ukrainienne des nationalités et ses effets sur la capacité de mobilisation de la minorité russe.**

Cet article analyse la politique ukrainienne des nationalités dans trois domaines (la langue, la citoyenneté et la représentation politique) pour déterminer ses conséquences pour la population russe d'Ukraine. Avec l'aide d'un modèle de Ted Robert Gurr qui propose treize facteurs d'explication du niveau de protestation d'un groupe ethnique, l'auteur parvient à une conclusion ambivalente. Alors que la politique ukrainienne diminuait la capacité de protestation des Russes en stabilisant les relations entre l'Ukraine et la Russie, elle contribuait également à la création d'une identité plus cohérente parmi les Russes d'Ukraine et augmentait ainsi leur capacité de mobilisation.

**Caroline Ibos. Un exemple de bricolage identitaire dans l'espace post-soviétique : la République de Yakoutie-Sakha.**

Ancienne République autonome enclavée dans l'ex-Union Soviétique, la République de Yakoutie-Sakha est le lieu de plusieurs expérimentations politiques. Dans le champ institutionnel, son Président, Aleksandr Nikolaev, soutenue par une Douma locale d'anciens communistes, prétend en faire une République modèle, autant du point de vue des relations interethniques sur le territoire yakoute, que de celui des rapports entre la Yakoutie et le centre. Dans l'espace social, les contrastes violents entre les différentes communautés - singulièrement entre les tribus yakoutes nomades et les élites urbanisées - tentent d'être dépassés par la construction d'une identité synthétique que les acteurs sociaux contribuent, chacun à leur manière, à définir. Néanmoins, la question fondamentale et originale qui se pose, de manière tant abstraite que concrète, à la Yakoutie reste celle de la territorialité : comment bricoler une culture fondée sur un rapport si particulier à l'espace, le nomadisme, et dans le même temps justifier des projets et des institutions politiques sédentaires tels que la République ou l'Etat ?

## *Mouvements et idéologies nationalistes*

**Isabelle Lacaze-Grimberg. Prénance du modèle slavophile dans le rapport à l'Occident, des dirigeants bolcheviques aux communistes russes d'aujourd'hui.**

L'analyse des discours pratiquée conjointement avec l'étude de l'histoire des idées permet parfois de dégager des tendances lourdes qui éclairent de façon significative certaines attitudes sans cela demeurées plus opaques. Il en est ainsi de la rhétorique anti-occidentale caractéristique des discours des dirigeants communistes russes depuis Lénine jusqu'à Guenadi Ziouganov. La structure fondamentale de ces derniers s'articule autour de plusieurs thèmes qui furent initiés en leur temps par les slavophiles, lesquels léguèrent ainsi à la postérité une matrice idéologique féconde et, à bien des égards, encombrante. Cette mise en perspective peut permettre de décoder une attitude anti-occidentale surprenante *a priori* mais encore attractive, même si elle devient moins efficiente.

**Myriam Désert. Avatars de l'eurasisme en Russie aujourd'hui.**

Le terme d'Eurasie est très présent dans les débats en Russie aujourd'hui. Mais l'espace - pont entre l'Europe et l'Asie dont la Russie serait l'axe est diversement investi et la mouvance eurasiennne, loin d'être monolithique, est traversée par des tensions. Les Eurasiens se nourrissent à différentes sources, poursuivent des buts différents (la réflexion identitaire n'a pas forcément à voir avec une volonté géopolitique de prise de contrôle du monde). Tous néanmoins contribuent à construire un

paradigme national, disent, à leur façon, l'espace, l'identité et l'histoire nationales. Et les politiques, à leur tour, s'emparent de la thématique eurasiennne, y puisent diverses formes de légitimité.

### **Paul Zawadzki. Nation et démocratie : réflexions sur l'ethnonationalisme.**

Pour penser l'articulation entre nationalisme et démocratie, on distinguera deux phénomènes aux significations politiques opposées. Le nationalisme comme construction d'une communauté de citoyens (logique de l'autonomie) et le « nationalisme des nationalistes » (réaction antimoderne à la modernité nostalgique d'une forme d'hétéronomie). Le « nationalisme des nationalistes » ou ethnonationalisme est une orientation politique que l'on retrouve aussi bien à l'Est comme à l'Ouest. Il devrait logiquement perdre sa capacité de mobilisation dans le nouveau cadre politique (Etat de droit, démocratie, pluralisme) ouvert par la transition, cadre qui libère la dynamique individualiste de certaines sociétés est-européennes tout en les éloignant progressivement des nostalgies holistes de l'ethnonationalisme.

### **Nadège Ragaru. Un nationalisme sans parti nationaliste - paradoxe de la transition bulgare.**

Enoncer le paradoxe d'un nationalisme sans parti nationaliste revient non pas à contester la prégnance du nationalisme dans la vie politique bulgare, mais plutôt à s'interroger sur les raisons pour lesquelles celle-ci n'a pas débouché sur la consolidation de formations politiques radicales opérant dans ce registre. A l'aube de la transition bulgare, conflits intercommunautaires et dérives nationalistes semblaient en effet voués à constituer l'un des traits dominants du régime émergent. Or, huit ans plus tard, la Bulgarie, non contente d'avoir évité une escalade de violences interethniques, se retrouve dépourvue de parti nationaliste puissant. La raison semble devoir en être recherchée dans l'effet de dispersion provoqué par l'instrumentalisation sélective des sentiments xénophobes par une palette de formations politiques à caractère généraliste. Largement exploités, les discours nationalistes n'ont pu faire l'objet d'un investissement privilégié par des partis dont l'identité se serait forgée autour d'eux.

### **Yves Tomic. Le nationalisme utilitariste du régime de Slobodan Milosevic.**

En 1987, les dirigeants communistes serbes, sous l'impulsion de Slobodan Milosevic, ont adopté une politique ferme visant à réunifier la Serbie et à restaurer l'ordre dans la province autonome du Kosovo. Cette conversion au nationalisme résultait-elle d'un choix authentique ou plutôt de calculs plus pragmatiques visant au renforcement de l'assise sociale de la Ligue des communistes de Serbie ? Le nationalisme n'est-il pas une simple ressource de légitimité pour le régime en place ? Le nationalisme et le communisme ne sont-ils pas les deux faces indivisibles et complémentaires de la réalité politique en Serbie ? Nous distinguons plusieurs phases dans la stratégie d'exploitation du nationalisme par les dirigeants politiques de Serbie : de 1987 à 1990, la ligue des communistes de Serbie subit une transformation idéologique en adoptant à partir de 1987 la cause nationale serbe ; de 1991 à 1993, l'idéologie nationale est utilisée dans le but de mobiliser les Serbes de Serbie et de l'extérieur en faveur de la politique d'unification des Serbes dans un seul et même Etat. De 1993 à 1998, les dirigeants de Belgrade se prononcent pour la paix et une solution politique des conflits en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Mais en 1998, la direction politique de Serbie joue à nouveau sur le sentiment national pour lutter contre le « séparatisme et le terrorisme albanais ».

## *Constructions nationales et identitaires*

### **Françoise Daucé. Être citoyen tatar dans l'État russe ? Les enjeux politiques du débat sur l'identité en Fédération de Russie.**

Depuis la perestroïka, deux courants nationalistes s'affrontent au Tatarstan. Le gouvernement de la république, composé de l'élite communiste réformée, propose un projet citoyen pour la population vivant sur le sol du Tatarstan alors que les mouvements d'opposition défendent une vision ethno-culturelle de la nation. Ce schéma dual est remis en cause lorsque le pouvoir fédéral russe propose son propre projet citoyen, englobant l'ensemble de la population de la Fédération. Les autorités tatares, engagé dans un processus d'affirmation face au centre, réclament alors la reconnaissance de leur appartenance ethnique spécifique. En Russie, les débats autour du nationalisme doivent être compris à la lumière des transformations de l'Etat et des relations entre le centre et les régions.

**Jean-Charles Lallemand. Constructions identitaires et sentiment d'appartenance régionale en Russie (les exemples de Smolensk et de Briansk).**

En Russie, dans un contexte de déliquescence aggravée des rouages et de la puissance régaliennne de l'Etat fédéral, les provinces y compris celles qui sont peuplées de « Russes », telles les régions moyennes de Briansk et de Smolensk, s'affirment de plus en plus comme des « patries de proximité », des espaces de régulation sociale du quotidien. Dans leur recherche de légitimation, les groupes restreints des élites dirigeantes de ces provinces « bricolent » des imaginaires identitaires provinciaux et réinventent des traditions locales, visant à sacraliser, dans les têtes, les territoires administratifs qu'ils régèntent. Et si les populations restent distantes face à ces énonciations provincialistes qui imitent les formes du nationalisme, il n'en demeure pas moins que des sentiments forts d'appartenance à la communauté de destin de chaque région, corollés à une régionalisation de nombreuses pratiques quotidiennes, s'enracinent sur le continent russe.

**Alexandra Goujon. La construction de l'Etat-nation en Biélorussie : les fondements politiques et sociaux de deux formes de nationalisme.**

L'Etat en Biélorussie, comme dans d'autres pays de l'ex-URSS, est une entité politique nouvelle en formation. Certaines théories du nationalisme ont mis l'accent sur la modernité de la nation et ses fondements politiques et sociaux. Pourtant, certains observateurs continuent à expliquer les conditions de construction de l'Etat-nation par le niveau de conscience nationale des populations concernées. Ce type d'explication réduit la compréhension du nationalisme à une série d'arguments fondés sur des intuitions. En Biélorussie, existent deux formes de nationalisme qui véhiculent des représentations distinctes de l'Etat et de la nation. Plutôt que de chercher à les comprendre à travers le prisme du niveau de conscience nationale, nous mettrons l'accent sur les enjeux politiques, économiques, culturels et sociaux qui animent ces nationalismes et qui structurent les discours et les pratiques politiques de leurs représentants.

**Marion Avrillier. Le « nationalisme constitutionnel » ou l'appartenance nationale comme source de droit politique – l'exemple bosniaque.**

En Bosnie-Herzégovine, l'appartenance nationale correspond à un choix personnel, une identité ressentie, une déclaration individuelle effectuée lors des recensements de population, en fonction, certes, des propositions disponibles. Cependant, depuis 1990, l'appartenance nationale a été progressivement consacrée comme fondement de la vie politique. En l'érigeant comme source de droit politique, les lois électorales de 1990 puis la constitution de 1996 comprise dans les accords de Dayton ont contribué à une structuration de la vie politique fondée sur les clivages nationaux qui rend difficile toute solutions de rechange aux partis nationalistes au pouvoir.

**Pierre-Yves Boissy et Catherine Perron. La question de l'identité est-allemande après 1990.**

Cette contribution se propose d'étudier les origines du sentiment identitaire est-allemand apparu dans le sillon de l'unification. Comment interpréter ce phénomène de repli identitaire : les différences entre allemands de l'est et allemands de l'ouest sont elles simplement à attribuer à une socialisation sous des régimes non seulement différents mais aussi antagonistes, ou bien le mode d'unification par intégration de la RDA à la RFA est-il pour quelque chose dans la cristallisation tardive d'un sentiment identitaire est-allemand qui peut être compris comme volonté de démarcation (Abgrenzung) ?

Si l'on peut aisément constater la disparité entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne à travers l'émergence d'un paysage partisan spécifique au territoire de l'ex-RDA marqué par la présence électorale et politique du PDS, on pourra, en conséquence et à la lueur de son évolution électorale, présenter la formation héritière du parti dirigeant de RDA comme le marqueur politique d'une certaine identité est-allemande. Il conviendra alors de s'interroger sur la nature d'un sentiment collectif exprimé par le vote en faveur du PDS et la manière dont le parti régional post-communiste instrumentalise les problématiques est-allemandes afin de les intégrer à sa stratégie à long terme. Cette approche a le mérite d'insister sur la dimension essentiellement politique de l'identité est-allemande.